

JOURNAL OFFICIEL**DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL****PARAISSENT LE SAMEDI DE CHAQUE SEMAINE**

ABONNEMENTS ET ANNONCES	TARIF DES ABONNEMENTS		ANNONCES ET AVIS DIVERS	
Pour les abonnements et les annonces s'adresser au directeur de l'Imprimerie Nationale à Rufisque	VOIE NORMALE		VOIE AERIEENNE	
	Six mois	Un an	Six mois	Un an
Les annonces doivent être remises à l'imprimerie au plus tard le mardi. Elles sont payables d'avance	Sénégal et autres Etats de la CEDEAO 15.000f		La ligne 1.000 francs	
Toute demande de changement d'adresse ainsi que les lettres demandant réponse devront être accompagnées de la somme de 175 francs	Etranger : France, Zaïre, R.C.A. Gabon, Maroc, Algérie, Tunisie 31.000f		Chaque annonce répétée Moitié prix	
	Etranger : Autres Pays 20.000f		(Il n'est jamais compté moins de 10.000 francs pour les annonces)	
	Prix du numéro 23.000f		Année ant. 700f	
	Par la poste Majoration de 130 f par numéro		Compte bancaire BICIS n°9520790630/81	
	Journal légalisé 900 f		Par la poste -	

SOMMAIRE**PARTIE OFFICIELLE****DECRETS ET DIRECTIVE****PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE**

2012	
8 août	Décret n° 2012-850 portant convocation de la première session extraordinaire de l'année 2012 du Conseil Economique et Social 1231
30 août	Décret n° 2012-905 portant retrait du décret n° 2012-823 du 6 août 2012 relatif à la convocation du collège électoral pour l'élection des sénateurs 1232

**UNION ECONOMIQUE
ET MONETAIRE OUEST AFRICAINE**

2009	
26 juin	DIRECTIVE N° 09/2009/CM/UEMOA portant plan comptable de l'Etat (PCE) au sein de l'UEMOA 1232

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces	1246
----------	------

PARTIE OFFICIELLE**DECRETS ET DIRECTIVE****PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE**

DECRET n° 2012-850 du 8 août 2012,
portant convocation de la première session extraordinaire de l'année 2012 du Conseil Economique et Social.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE.

Vu la Constitution ;

Vu la loi organique n° 2008-38 du 8 août 2008 relative à l'organisation et au fonctionnement du Conseil Economique et Social ;

Vu le décret n°2012-427 du 3 avril 2012, portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n°2009-455 du 4 avril 2009, portant nomination du Président du Conseil Economique et Social ;

Vu le décret n°2009-1136 du 14 octobre 2009, portant approbation du règlement intérieur du Conseil Economique et Social ;

DECRETE :

Article premier. - L'ouverture de la première session extraordinaire de l'année 2012 du Conseil Economique et Social est fixée au jeudi 9 août 2012 à 10 heures.

Art. 2. - La session sera close à l'expiration de l'ordre du jour et, au plus tard, le jeudi 16 août 2012.

Art. 3. - Le présent décret sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Dakar, le 8 août 2012

Macky SALL.

Par le Président de la République :

Le Premier Ministre Par intérim.

Le Ministre de l'Intérieur

Mbaye NDIAYE.

DÉCRET n° 2012-905 du 30 août 2012

portant retrait du décret n° 2012-823 du 6 août 2012 relatif à la convocation du collège électoral pour l'élection des sénateurs

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu la loi constitutionnelle n° 2007-06 du 12 février 2007 créant un Sénat, modifiée par la loi constitutionnelle n° 2007-26 du 25 mai 2007 relative au Sénat ;

Vu le Code électoral modifié ;

Vu le décret n° 2012-427 du 3 avril 2012, portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 2012-429 du 4 avril 2012, portant composition du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2012-437 du 10 avril 2012, portant répartition des services de l'Etat et du contrôle des établissements publics, des sociétés nationales et des sociétés à participation publique entre la Présidence de la République, la Primature et les ministères ;

Vu le décret n° 2012-634 du 4 juillet 2012, relatif aux attributions du Ministre de l'Intérieur ;

Sur le rapport du Ministre de l'Intérieur.

DÉCRÈTE :

Article premier. - Le décret n° 2012-823 du 6 août 2012 portant convocation du collège électoral pour l'élection des sénateurs fixée au 16 septembre 2012 est rapporté.

Art. 2. - Le Ministre des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre des Forces Armées, le Ministre de la Justice Garde des Sceaux, le Ministre de l'Economie et des Finances, le Président de la Commission Electorale Nationale Autonome (CENA) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Dakar, le 30 août 2012

Macky SALL.

Par le Président de la République :

Le Premier Ministre.

Abdoul MBAYE.

UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE OUEST AFRICAINE

DIRECTIVE N°09/2009/CM/UEMOA du 26 juin 2009

PORTANT PLAN COMPTABLE DE L'ETAT (PCE) AU SEIN L'UEMOA

LE CONSEIL DES MINISTRES DE L'UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE OUEST AFRICAIN (UEMOA)

Vu le Traité de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine, notamment en ses articles 16, 20, 21, et 67 ;

Vu la Déclaration de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement, du 28 janvier 1999, sur le renforcement de la convergence et l'accélération de la croissance économique dans les Etats membres de l'UEMOA ;

Vu la Directive n°05-98/CM/UEMOA du 22 décembre 1998 portant Plan Comptable de l'Etat et ses modificatifs ;

Vu la Directive n°01/2009/CM/UEMOA du 27 mars 2009 portant Code de transparence dans la gestion des finances publiques au sein de l'UEMOA ;

Vu la Directive n°06/CM/UEMOA du 26 juin 2009 portant lois de finances ;

Vu la Directive n°07/CM/UEMOA du 26 juin 2009 portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique ;

Vu la Directive n°08/CM/UEMOA du 26 juin 2009 portant Nomenclature Budgétaire de l'Etat ;

Soucieux de la nécessité d'instaurer dans l'Union des règles permettant une gestion transparente et rigoureuse des finances publiques, en vue de conforter la croissance économique ;

Sur proposition de la Commission ;

Après avis du Comité des Experts Statutaire, en date du 19 juin 2009.

EDICTE LA PRESENTE DIRECTIVE :

TITRE PREMIER. - DES DISPOSITIONS GENERALES

Article premier. - La présente Directive détermine l'objet de la comptabilité générale de l'Etat, et les normes, règles et procédures relatives à sa tenue et à la production des comptes et états financiers de l'Etat.

La comptabilité générale de l'Etat s'applique à l'administration centrale et à ses établissements publics à caractère administratif.

Art. 2. - La comptabilité générale de l'Etat a pour objet la connaissance exacte et sincère de son patrimoine et des opérations qu'il effectue, en fonction des droits et obligations qui lui sont reconnus.

Cette comptabilité retrace toutes les opérations ayant un impact sur la situation patrimoniale de l'Etat, dont notamment la variation des stocks, les opérations budgétaires et les opérations de trésorerie.

Art. 3. - La comptabilité générale de l'Etat s'inspire des normes internationales, notamment du Système Comptable Ouest Africain (SYSCOA).

La comptabilité générale de l'Etat est mise en œuvre à travers le Plan Comptable de l'Etat-UEMOA (PCE UEMOA) annexé à la présente Directive.

TITRE II. - DES NORMES COMPTABLES

Art. 4. - La comptabilité générale de l'Etat est fondée sur le principe de la constatation des droits et obligations.

Art. 5. - Les comptes et états financiers de l'Etat faisant la synthèse des informations comptables sont arrêtés à chaque fin d'exercice.

L'exercice coïncide avec l'année civile.

Toutefois, les écritures comptables sont également arrêtées par journée, par semaine ou par décade et par mois.

A chaque fin d'exercice, une période complémentaire fixée à un mois permet de procéder aux opérations de régularisation comptable à l'exclusion de toute opération budgétaire.

Art. 6. - Les opérations budgétaires sont prises en compte au titre de l'exercice auquel elles se rattachent, indépendamment de leur date d'encaissement ou de décaissement.

Art. 7. - Les recettes sont enregistrées au moment de la déclaration et/ou du versement spontané des impôts de toute nature par les contribuables. Toutefois, l'ensemble des recettes perçues au comptant doit faire l'objet d'émission de titres de régularisation.

Par exception à l'alinéa précédent, certaines recettes peuvent être enregistrées au vu de titres de perception, de rôles ou de contrats pour les opérations fondées sur le système d'émission préalable de titres. Les droits sont alors constatés au moment de la prise en charge comptable du titre de perception.

Art. 8. - Les dépenses sont enregistrées au moment de la liquidation.

Par exception à l'alinéa précédent, les dépenses sans ordonnancement préalable sont enregistrées au moment du paiement.

La liste exhaustive des dépenses susceptibles d'être payées sans ordonnancement préalable est fixée par les réglementations nationales.

Art. 9. - Toute opération enregistrée au débit d'un compte est portée au crédit d'un ou de plusieurs autres comptes pour un montant équivalent. Inversement, toute opération enregistrée au crédit d'un compte est portée au débit d'un ou de plusieurs autres comptes pour un même montant.

Les comptes de l'actif du bilan et les comptes de charges sont des emplois augmentant par enregistrement au débit et diminuant par enregistrement au crédit. De même, les comptes du passif du bilan et les comptes de produits sont des ressources augmentant par enregistrement au crédit et diminuant par enregistrement au débit.

Art. 10. - La comptabilité générale de l'Etat respecte le principe de transparence. Elle fournit une description adéquate, régulière, sincère, claire, précise et complète des événements, opérations et situations se rapportant à l'exercice.

Art. 11. - La comptabilité générale de l'Etat respecte le principe de permanence dans la terminologie et dans les méthodes utilisées pour retracer les événements, opérations et situations comptables.

Art. 12. - La comptabilité générale de l'Etat respecte les principes de sécurité, de pérennité et d'irréversibilité de l'information comptable.

Art. 13. - La comptabilité générale de l'Etat respecte le principe de la continuité de l'exploitation et de permanence des méthodes : les méthodes comptables n'ont pas à subir de modifications dès lors que l'Etat n'enregistre pas un changement substantiel ou exceptionnel de son activité.

Art. 14. - La comptabilité générale de l'Etat respecte le principe de prudence. La prudence est l'appréciation raisonnable des événements et opérations afin d'éviter le risque de transfert, sur l'avenir, d'incertitudes présentes susceptibles de grever le patrimoine et le résultat de l'exercice.

Ce principe préside en particulier au calcul des provisions.

Toute information disponible au moment de l'établissement des comptes, sans exception, doit être prise en compte pour leur établissement.

Art. 15. - La comptabilité générale de l'Etat respecte le principe de l'intangibilité du bilan d'ouverture : le bilan détaillé d'ouverture d'un exercice doit correspondre exactement au bilan détaillé de clôture de l'exercice précédent.

Art. 16. - Toute procédure comptable, tout système informatique comptable doit respecter les normes comptables visées aux articles 4 à 15 de la présente Directive.

Les Etats membres prennent toutes les mesures nécessaires pour assurer la qualité des procédures comptables.

TITRE III. - DU SYSTEME D'INFORMATION COMPTABLE DU PCE UEMOA

Art. 17. - Les comptes du PCE UEMOA sont regroupés par catégories homogènes dénommées classes qui comprennent :

- cinq classes de comptes de bilan, numérotées de 1 à 5 ;
- deux classes de comptes de gestion, numérotées 6 et 7 ;
- une classe de comptes des engagements hors bilan, numérotée 8.

Art. 18. - La codification des comptes du PCE UEMOA est fondée sur le principe de la décimalisation.

Chaque classe est subdivisée en comptes identifiés par un numéro et un intitulé.

La codification de base des comptes d'imputation retenue dans la présente Directive, est limitée à quatre (4) chiffres au maximum :

- les comptes principaux à deux (2) chiffres ;
- les comptes divisionnaires à trois (3) chiffres ;
- les comptes d'imputation de base à quatre (4) chiffres.

- Le PCE UEMOA peut être complété par des codes nationaux établis en fonction des besoins des Etats membres en respectant l'arborescence et les principes d'élaboration.

Art. 19. - Les documents comptables dont la tenue est obligatoire sont :

- le livre-journal, dans lequel sont enregistrées chronologiquement les opérations de l'exercice visées à l'article 25 de la présente Directive ;
- le grand-livre, constitué par l'ensemble des comptes ;
- la balance générale, état récapitulatif faisant apparaître pour chaque compte le cumul depuis l'ouverture de l'exercice des mouvements débiteurs ou créditeurs et le solde débiteur ou le solde créditeur à la date considérée ;
- le livre d'inventaire, constitué du bilan, du compte de résultat et du résumé des flux de gestion internes.

En fonction des besoins et de l'organisation administrative des Etats membres, des journaux et livres auxiliaires peuvent être tenus afin de faciliter l'établissement du livre-journal et du grand-livre. Dans ce cas, les données des documents auxiliaires sont centralisées au moins chaque semaine dans le journal ou le grand-livre.

Art. 20. - Les documents comptables doivent être tenus sans blanc ni altération d'aucune sorte.

Toute correction d'erreur s'effectue exclusivement par l'inscription en négatif des éléments erronés : l'enregistrement exact est ensuite opéré.

Art. 21. - La centralisation comptable est le mécanisme qui organise et structure la comptabilité générale de l'Etat de manière à lui donner toute son unité. Les modalités de centralisation sont précisées par les réglementations nationales.

TITRE VI. - DES ETATS COMPTABLES ET FINANCIERS

Art. 22. - La balance générale des comptes est établie obligatoirement à la fin de chaque mois et en fin d'exercice.

Elle doit faire apparaître, pour chaque compte :

- le solde débiteur ou créditeur au début de l'exercice ;
- le cumul des mouvements débiteurs et le cumul des mouvements créditeurs de la période ;
- le solde débiteur ou créditeur à la date considérée.

Elle est établie à l'aide des comptes d'imputation de base, ouverts en fonction des besoins propres à chaque Etat.

Art. 23. - Les états financiers comprennent le bilan, le compte de résultats, le tableau de flux de trésorerie, le tableau des opérations financières du Trésor et l'état annexé visé à l'article 27 de la présente Directive. Ils forment un tout indissociable.

Art. 24. - Le bilan est le tableau de situation nette qui présente l'actif et le passif de l'Etat. Il fait apparaître de façon distincte :

- à l'actif : l'actif immobilisé, l'actif circulant hors trésorerie, la trésorerie et les comptes de régularisation d'actifs :

- au passif : les dettes financières, les dettes non financières (hors trésorerie), les provisions pour risques et charges, la trésorerie et les comptes de régularisation de passif.

Les éléments financiers du bilan, constitués des actifs et des passifs financiers font l'objet d'une récapitulation spécifique.

Art. 25. - Le compte de résultat de l'exercice fait apparaître les produits et les charges.

Les charges sont classées selon qu'elles concernent le fonctionnement, les interventions ou les opérations financières.

Les produits distinguent les produits fiscaux et les autres produits.

Les dotations aux amortissements et provisions sont imputées aux charges correspondantes.

La différence entre les produits et les charges permet d'établir le résultat de l'exercice.

Art. 26. - Le tableau des flux de trésorerie fait apparaître les entrées et les sorties de trésorerie qui sont classées en trois catégories : les flux de trésorerie liés à l'activité, les flux de trésorerie aux opérations d'investissement, les flux de trésorerie liés aux opérations de financement.

Ce tableau permet de présenter les besoins de financement de l'Etat.

Le classement des agrégats de trésorerie permet de calculer trois soldes significatifs :

L'excédent de trésorerie définitive, l'excédent de trésorerie après investissement, et la variation de trésorerie de l'exercice.

Art. 27 - L'état annexé contient l'ensemble des informations utiles à la compréhension et à l'utilisation des états financiers de l'Etat. Il comprend notamment l'explicitation et le chiffrage des engagements hors bilan.

Toute opération particulière ou modification des normes comptables entre deux exercices doit être décrite et justifiée dans l'état annexé.

Art. 28. - Les états comptables et financiers sont soumis au respect des dispositions ci-après :

- la balance d'entrée et/ou le bilan d'ouverture d'un exercice doit correspondre à la balance de sortie et/ou le bilan de clôture de l'exercice précédent :

- toute compensation entre postes d'actif et postes de passif dans le bilan ou entre postes de charges et postes de produits dans le compte de résultat est interdite :

- la présentation des états comptables et financiers est identique d'un exercice à l'autre :

- chacun des postes des états comptables et financiers doit comporter le code relatif au poste correspondant de l'exercice précédent.

TITRE V. - DES AMORTISSEMENTS ET DES PROVISIONS

Art. 29. - La tenue de la comptabilité générale de l'Etat est soumise aux règles et pratiques des amortissements et provisions.

Les amortissements et provisions sont des opérations comptables et non budgétaires à l'exception des opérations sur la dotation destinée à couvrir les défauts de remboursement ou appels en garantie intervenus sur les comptes d'avances, de prêts, d'aval et de garanties directement prévues par la Directive relative aux lois de finances.

Les règles d'amortissement et de provisions seront fixées et précisées par le Conseil Comptable Ouest Africain (CCOA) de l'UEMOA.

Art. 30. - L'amortissement est la constatation comptable obligatoire de l'amoindrissement de la valeur des immobilisations qui se déprécie de façon certaine et irréversible avec le temps, l'usage ou en raison du changement des techniques, de l'évolution des marchés ou de toutes autres causes.

L'amortissement consiste à répartir le coût du bien sur sa durée probable d'utilisation selon un plan prédéfini.

Art. 31. - Sauf exception, les biens sont amortis linéairement sur leur durée probable d'utilisation.

Art. 32. - Lorsque l'amoindrissement de la valeur d'un élément d'actif est seulement probable en raison d'événements dont les effets sont jugés réversibles, il est constaté une provision pour dépréciation.

Une dépréciation irréversible d'éléments de l'actif non amortissable est constatée par une charge provisionnée.

Art. 33. - Les amortissements et les provisions sont inscrits distinctement à l'actif en diminution de la valeur brute des biens et des créances correspondantes pour donner leur valeur comptable nette.

Art. 34. - Toutes les opérations de prêts, d'avances, de garanties ou d'aval doivent faire l'objet de provisions en fonction de leurs risques.

Art. 35. - Seuls les actifs dont la gestion est placée sous le contrôle de l'Etat peuvent être inscrits au bilan de l'Etat.

Cette règle s'applique en particulier aux actifs liés aux contrats de partenariat public-privé, par lesquels l'Etat confie à un tiers le financement, la réalisation, la maintenance et/ou l'exploitation d'opérations d'investissement d'intérêt public.

Chaque contrat de partenariat public-privé fait l'objet de provisions spécifiques en fonction de ses risques.

TITRE VI. - DES REGLES D'EVALUATION ET DE DETERMINATION DU RESULTAT

Art. 36. - Les actifs sont valorisés sur la base du coût historique, conformément au SYSCOA.

La dette est valorisée à la valeur nominale de ses différents éléments constitutifs.

Art. 37. - L'actif et le passif de l'Etat sont évalués en fin d'exercice à leurs valeurs actuelles.

La valeur du chaque élément d'actif ou de passif en fin d'exercice est comparée à sa valeur au bilan en début d'exercice ou à sa valeur d'entrée au bilan s'il est entré au bilan au cours de l'exercice.

Si la valeur de fin d'exercice est inférieure à la valeur d'entrée, une dépréciation est constatée sous la forme d'un amortissement ou d'une provision selon qu'elle est jugée définitive ou non.

Art. 38. - A la sortie du magasin ou à l'inventaire, les biens interchangeables sont évalués selon les méthodes du premier entré premier sorti ou du coût moyen pondéré.

Art. 39. - Les biens acquis en devises sont comptabilisés en francs CFA par conversion de leur coût en devises sur la base du cours de change à la date de la comptabilisation.

Art. 40. - Les créances et les dettes libellées en devises sont converties en francs CFA sur la base du cours de change à la date de la transaction.

Art. 41. - Lorsque la naissance et le règlement des créances ou des dettes interviennent dans le même exercice, les écarts constatés par rapport aux valeurs d'entrée en raison de la variation des cours de change constituent des pertes ou des gains de change à inscrire respectivement dans les charges financières ou les produits financiers de l'exercice.

Art. 42. - Les disponibilités en devises détenues par les comptes publics à la clôture de l'exercice sont converties en francs CFA sur la base du cours de change à la date de clôture de l'exercice.

Art. 43. - Par exception à l'article 6 de la présente Directive, les produits et les charges concernant les exercices antérieurs qui n'ont pas été rattachés à leur exercice d'origine, sont enregistrés, selon leur nature, comme les produits et les charges de l'exercice en cours et participent à la formation du résultat de cet exercice. Ils doivent faire l'objet d'une mention spécifique dans l'état annexé.

TITRE VII. - DES DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Art. 44. - Les dispositions de la présente Directive sont transposées par les Etats membres dans leur législation nationale au plus tard le 31 décembre 2011.

Art. 45. - Les dispositions de la présente Directive sont appliquées au plus tard le 1^{er} janvier 2012.

Toutefois, les Etats membres ont jusqu'au 1^{er} janvier 2017 pour procéder à l'application intégrale des dispositions relatives à la mise en place de la comptabilité patrimoniale.

Pour ce cas, les Etats membres qui le souhaitent disposent d'un délai supplémentaire de deux ans.

Lorsqu'un Etat membre applique les délais prévus aux alinéas ci-dessus, les règles prescrites par les dispositions de la Directive n° 5-98/CM/UEMOA du 22 décembre 1998 relative au Plan Comptable de l'Etat et ses textes modificatifs restent applicables.

Art. 46. - Sous réserve de la disposition spécifique, prévue au dernier alinéa de l'article 45 ci-dessus, la présente Directive abroge et remplace toutes les dispositions antérieures contraires, notamment la Directive n° 5-98/CM/UEMOA du 22 décembre 1998 relative au Plan Comptable de l'Etat et ses textes modificatifs.

Art. 47. - La Commission de l'UEMOA met en place un système de suivi des mesures de transposition et d'application de la présente Directive par les Etats membres.

Elle met à leur disposition des mesures de soutien et un dispositif d'accompagnement de la mise en œuvre de la présente Directive.

Art. 48. - La présente Directive qui entre en vigueur à compter de sa date signature, sera publiée au *Bulletin officiel* de l'Union.

Fait à Dakar, le 26 juin 2009

Pour le Conseil des Ministres :

Le Président,

Charles Koffi DIBY

PLAN COMPTABLE DE L'ETAT
(PCE-UEMOA)

Classe 1. - COMPTES DE RESSOURCES A
MOYEN ET LONG TERMES

Ligne TOFE Dépenses	Ligne TOFE Recettes	
		CLASSE 1
		COMPTES DE RESSOURCES A MOYEN ET LONG TERMES
		10 COMPTES D'INTEGRATION OU DE CONTREPARTIE DES IMMOBILI SATIONS
		11 REPORT A NOUVEAU
		12 DONS PROJETS ET LEGS
		13 RESULTAT DE L'EXERCICE
		14 BONS DU TRESOR A PLUS D'UN AN
		15 EMPRUNTS PROJETS
		16 EMPRUNTS PROGRAMMES
		17 AUTRES EMPRUNTS
		18 DETTES AVALISEES
		19 PROVISIONS POUR RISQUES FINANCIERS-PPP
		10 COMPTES D'INTEGRATION OU DE CONTREPARTIE DES IMMOBILI SATIONS
		101 Comptes d'intégration des immobili sations incorporelles
		1011 Comptes d'intégration des brevets, marques de fabrique, droits d'auteur
		1012 Comptes d'intégration des progiciels
		1013 Comptes d'intégration des droits d'exploitation-fonds de commerce
		1019 Comptes d'intégration des autres droits et valeurs incorporelles
		102 Comptes d'intégration des immobili sations corporelles
		1022 Comptes d'intégration des sols-sous- sols
		1023 Comptes d'intégration des immeubles
		1024 Comptes d'intégration des meubles
		1025 Comptes d'intégration des équipe ments militaires
		1026 Comptes d'intégration des participa tions-cautionnements
		103 Comptes de contrepartie d'actifs
		1031 Comptes de contrepartie des immo bilisations incorporelles
		1032 Comptes de contrepartie des immo bilisations corporelles

Ligne TOFE Dépenses	Ligne TOFE Recettes	
		104 Comptes d'intégration des comptes d'affectation de recettes
		1041 Comptes d'intégration des budgets annexes
		1042 Comptes de contrepartie des budgets d'autres organismes à autonomie financière
		105 ECART DE RÉÉVALUATION
		1051 Ecart de réévaluation des immobilisa tions incorporelles
		1052 Ecart de réévaluation des immobilisa tions corporelles
		106 Ecart d'équivalence
		1061 Ecart d'équivalence sur les titres de participation à l'intérieur
		1062 Ecart d'équivalence sur les titres de participation à l'extérieur
		108 OPÉRATIONS À CARACTÈRE FINANCIER INTÉGRÉES
		1081 Emprunts multilatéraux intégrés
		1082 Emprunts bilatéraux intégrés
		11 REPORT A NOUVEAU
		111 Résultat de l'exercice reporté-budget général
		112 Résultat de l'exercice reporté-comptes spéciaux
		113 Résultat de l'exercice reporté-budgets annexes
		12 DONS PROJETS ET LEGS
		121 Dons projets des institutions intern tionales
		122 Dons projets des gouvernements affi liés au Club de Paris
		123 Dons projets des gouvernements non affiliés au Club de Paris
		124 Dons projets des organismes privés ex térieurs
		125 Fonds de concours
		129 Autres dons et legs
		13 RESULTAT DE L'EXERCICE
		131 Résultat de l'exercice-budget général
		132 Résultat de l'exercice-comptes spéciaux
		133 Résultat de l'exercice-budgets annexes
		14 BONS DU TRESOR A PLUS D'UN AN
		141 Bons du trésor sur formule à plus d'un an
		142 Bons du trésor en compte courant à plus d'un an
		149 Autres bons du Trésor

Ligne TOFE Dépenses	Ligne TOFE Recettes	
		15 EMPRUNTS PROJETS
		151 Emprunts projets multilatéraux
		152 Emprunts projets des gouvernements affiliés au Club de Paris
		153 Emprunts projets des gouvernements non affiliés au Club de Paris
		155 Emprunts projets auprès des organismes privés extérieurs
		157 Emprunts projets à l'intérieur
		158 Conventions à paiements différés
		159 Emprunts projets rééchelonnés
		16 EMPRUNTS PROGRAMMES
		161 Emprunts programmes multilatéraux
		162 Emprunts programmes des gouvernements affiliés au Club de Paris
		163 Emprunts programmes des gouvernements non affiliés au Club de Paris
		169 Emprunts programmes rééchelonnés
		17 AUTRES EMPRUNTS
		171 Autres emprunts multilatéraux
		172 Autres emprunts auprès des gouvernements affiliés au Club de Paris
		173 Autres emprunts auprès des gouvernements non affiliés au Club de Paris
		175 Autres emprunts auprès des organismes privés extérieurs
		176 Autres emprunts intérieures
		179 Autres emprunts rééchelonnés
		18 DETTES AVALISEES
		181 Dettes avalisées extérieures
		182 Dettes avalisées intérieures
		189 Autres paiements
		19 PROVISIONS POUR RISQUES FINANCIERS
		191 Provisions pour risques d'exploitations liées au Partenariat Public-Privé
		192 Provisions pour risques d'investissement liées au Partenariat Public-Privé
		199 Autres provisions pour risques à caractère financier.

CLASSE 2. - COMPTES D'IMMOBILISATIONS

Ligne TOFE Dépenses	Ligne TOFE Recettes	
		CLASSE 2
		COMPTES D'IMMOBILISATIONS
		21 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES
		22 ACQUISITIONS ET AMENAGEMENTS DES SOLS ET SOUS-SOLS
		23 ACQUISITIONS, CONSTRUCTIONS ET GROSSES REPARATIONS DES IMMEUBLES
		24 ACQUISITIONSET GROSSES REPARATIONS DU MATERIEL ET MOBILIER
		25 EQUIPEMENTS MILITAIRES
		26 PRISES DE PARTICIPATIONS ET CAUTIONNEMENTS
		27 PRETS ET AVANCES
		28 AMORTISSEMENTS
		29 PROVISIONS POUR DEPRECIATION
		21 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES
		211 Frais de recherche et de développement
		212 Brevets, marques de fabrique, droits d'auteur
		213 Conceptions de systèmes d'organisation-progiciels
		214 Droits d'exploitation fonds de commerce
		219 Autres droits et valeurs incorporels
		22 ACQUISITIONS ET AMENAGEMENTS DES SOLS ET SOUS-SOLS
		221 Terrains
		222 Sous-sols, gisements et carrière
		223 Plantation et forêts
		224 Plan d'eau
		23 ACQUISITIONS, CONSTRUCTIONS ET GROSSES REPARATIONS DES IMMEUBLES
		231 Bâtiments administratifs à usage de bureau
		232 Bâtiments administratifs A usage de logement
		233 Bâtiments administratifs A usage technique
		234 Ouvrages
		235 Infrastructures
		236 Réseaux informatiques

			CLASSE 3. - COMPTES DE STOCKS. EN-COURS ET COMPTES INTERNES		
Ligne TOFE Dépenses	Ligne TOFE Recettes		Ligne TOFE Dépenses	Ligne TOFE Recettes	
		24 ACQUISITIONS ET GROSSES REPARATIONS DU MATERIEL ET MOBILIER			CLASSE 3
		241 Mobiliser et matériel de logement et de bureau			COMPTES DE STOCKS. EN-COURS ET COMPTES INTERNES
		242 Matériel informatique de bureau			COMPTES DE STOCKS ET EN-COURS
		243 Matériel de transport de service et de fonction			31 MARCHANDISES
		244 Matériel et outillage techniques			32 MATIERES PREMIERES
		245 Matériel de transport en commun et de marchandises			33 AUTRES APPROVISIONNEMENTS
		246 Collections-œuvres d'art			34 PRODUITS ET SERVICES EN COURS
		247 Stocks stratégiques ou d'urgence			35 PRODUITS FINIS
		248 Cheptel			COMPTES INTERNES
		25 EQUIPEMENTS MILITAIRES			36 SERVICES NON PERSONNALISES DE L'ETAT
		251 Bâtiments militaires			37 RELATIONS AVEC LES BUDGETS ANNEXES
		252 Ouvrages et infrastructures militaires			38 PROVISIONS POUR DEPRECIA TION DES STOCKS
		253 Mobiliers, matériels militaires et équi pements			39 COMPTES DE LIAISON INTERNE
		26 PRISES DE PARTICIPATIONS ET CAUTIONNEMENTS			31 MARCHANDISES
		261 Prises de participation à l'intérieur			311 Marchandises A
		262 Prises de participation à l'extérieur			3111 Marchandises A1
		264 Cautionnements			3112 Marchandises A2
		27 PRETS ET AVANCES			32 MATIERES PREMIERES
		271 Avances aux administrations publiques			321 Matières A
		272 Prêts à d'autres administrations publiques			3211 Matières A1
		273 Prêts aux entreprises publiques non financières			3212 Matières A
		274 Prêts aux institutions financières			33 AUTRES APPROVISIONNEMENTS
		275 Autres prêts intérieurs			331 Matières consommables
		276 Prêts à l'étranger			3311 Carburants et lubrifiants
		277 Prêts rétrocédés			3312 Fournitures de bureau
		28 AMORTISSEMENTS			34 PRODUITS ET SERVICES EN COURS
		281 Amortissements des immobilisations incorporelles			341 Produits en cours
		282 Amortissements des immobilisations corporelles			3411 Produits A en cours
		29 PROVISIONS POUR DEPRECIA TION			3412 Produits B en cours
		291 Provisions pour dépréciation des immobilisations incorporelles			342 Services en cours
		292 Provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles			3421 Services A en cours
		293 Provision pour dépréciation des immo bilisations financières			3422 Services B en cours
					35 PRODUITS FINIS
					351 Produits finis A
					3511 Produits finis A1
					3512 Produits finis A2

Ligne TOFE Dépenses	Ligne TOFE Recettes	
		36 SERVICES NON PERSONNALISES DE L'ETAT
		361 Compte au Trésor des Régisseurs d'avances de l'Etat
		3611 Régisseur d'avances n°1
		3612 Régisseur d'avances n°2
		362 Avances aux régies
		3621 Avances à la régie n°1
		3612 Avances à la régie n°2
		37 RELATIONS AVEC LES BUDGETS ANNEXES
		38 PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES STOCKS
		381 Provisions pour dépréciation des marchandises
		3811 Provisions pour dépréciation des marchandises A
		3812 Provisions pour dépréciation des marchandises B
		382 Provisions pour dépréciation des matières
		3811 Provisions pour dépréciation des matières A
		3812 Provisions pour dépréciation des matières B
		385 Provisions pour dépréciation des produits
		3851 Provisions pour dépréciation des produits A
		3852 Provisions pour dépréciation des produits B
		39 COMPTES DE LIAISONS INTERNES
		390 Opérations chez les comptables
		3903 Compte d'opérations entre Comptables du Trésor
		3904 Compte d'opérations entre Comptables des Administrations financières
		3905 Compte d'opérations entre Comptables du Trésor et les Comptables des Administrations financières
		3906 Compte d'opérations entre divers Comptables
		391 Transferts entre les comptables supérieurs
		3911 Transferts entre les comptables supérieurs du Trésor
		3912 Transferts entre les comptables supérieurs des Administrations financières
		396 Opérations centralisées
		398 Variation nette des opérations de gestion chez les comptables secondaires

CLASSE 4. - COMPTES DE TIERS

Ligne TOFE Dépenses	Ligne TOFE Recettes	
		CLASSE 4
		COMPTES DE TIERS
		40 FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES
		41 CLIENTS ET COMPTES RATTACHES
		42 COMPTES DE DEPOTS DES PARTICULIERS
		43 CORRESPONDANTS ET COMPTES RATTACHES
		46 DEBITEURS ET CREDITEURS DIVERS
		47 COMPTES TRANSITOIRES ET D'ATTENTES
		48 COMPTES DE REGULARISATIONS
		49 DEPRECIATIONS ET RISQUES PROVISIONNES
		40 FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES
		401 Fournisseurs, dettes en comptes
		4011 Fournisseurs, dettes en comptes- Achats de biens ou de prestations de services
		4012 Fournisseurs, dettes en comptes- Subventions et transferts à verser
		4013 Fournisseurs, dettes en comptes - Créanciers au titre de la dette
		4016 Fournisseurs, dettes en comptes- Achats de biens ou de prestations de services : retenues de garanties
		4017 Fournisseurs, dettes en comptes- Achats de biens ou de prestations de services : pénalités
		402 Fournisseurs d'investissements
		4021 Fournisseurs d'investissements- Acquisitions d'immobilisations incorporelles
		4022 Fournisseurs d'investissement- Acquisitions d'immobilisations corporelles
		4026 Fournisseurs d'investissement- Acquisitions d'immobilisations retenues de garanties
		4027 Fournisseurs d'investissement- Acquisitions d'immobilisations pénalités
		403 Fournisseurs, effets à payer
		4031 Fournisseurs, effets à payer
		404 Avances et prêts à verser
		4041 Avances à verser
		4042 Prêts à verser

Ligne TOFE Dépenses	Ligne TOFE Recettes		Ligne TOFE Dépenses	Ligne TOFE Recettes	
		44 CORRESPONDANTS ET COMPTES RATTACHES			467 Oppositions
		441 Collectivités locales			4671 Oppositions sur sommes mise en paiement par les services de l'Etat
		4411 Régions			47 COMPTES TRANSITOIRES ET D'ATTENTES
		4412 Départements			470 Imputation provisoire de dépenses à régulariser chez les comptables principaux
		4413 Communes			4701 Imputation provisoire de dépenses du Budget général
		442 Etablissements publics locaux			4702 Imputation provisoire de dépenses des Comptes spéciaux
		443 Sociétés et organismes publics nationaux			4703 Imputation provisoire de dépenses des Budget annexes
		4431 Sociétés d'Etat			471 Imputation provisoire de dépenses chez les comptables secondaires centralisa- teurs
		4432 Sociétés d'économie mixte			4711 Imputation provisoire de dépenses- correspondants et comptes rattachés
		4433 Etablissements publics nationaux			4719 Dépenses à imputer après vérifica- tion chez les comptables centralisateurs
		444 Opérateurs de l'Etat et tiers créditeurs dans le cadre de politiques publiques			472 Imputation provisoire de dépenses chez les comptables secondaires non centralisateurs
		4441 Opérateurs de politiques d'interven- tions publiques			4721 Comptables sur le territoire national
		4442 Opérateurs de subventions pour charges de services publics			4722 Comptables à l'étranger
		445 Opérations avec l'étranger			473 Imputation provisoire de dépenses chez les receveurs des Administrations financières
		4451 Opérations à l'étranger			4731 Receveurs des Impôts
		4452 Règlements avec les gouvernements étrangers			4733 Receveurs des Domaines et de l'Enregistrement
		4458 Opérations effectuées par le Trésor Public pour le compte des Trésor étrangers			4735 Receveurs des Douanes
		446 Organismes internationaux			474 Imputation provisoire de crédits délégés
		46 DEBITEURS ET CREDITEURS DIVERS			4741 Imputation provisoire de crédits délégés-Crédits de fonctionnement
		461 Tiers débiteurs divers			4742 Imputation provisoire de crédits délégés-Crédits d'investissement
		4611 Tiers débiteurs divers-Soldes débiteurs engageant la responsabilité des comptables			475 Imputation provisoire de recettes à régulariser chez les comptables principaux
		4612 Tiers débiteurs divers-Déficits des Comptables avant la prise d'un arrêté de débet ou d'un arrêt de débet			4751 Imputation provisoire de recettes du Budget général
		4613 Tiers débiteurs divers-Débets des comptables après la prise en charge d'un arrêté de débet ou arrêt de débet			4752 Imputation provisoire de recettes du Comptes spéciaux du Trésor
		4614 Tiers débiteurs divers-Amendes prononcées par la cour des Comptes			4753 Imputation provisoire de recette des Budgets annexes
		4617 Tiers débiteurs divers-Traites en douane rejetée			476 Imputation provisoire de recettes chez les comptables secondaire-centralisateurs
		4618 Tiers débiteurs divers-Chèques impayés non régularisés			4761 Imputation provisoire de recettes- correspondants et comptes rattachés
		466 Tiers Créditeurs divers			4769 Recettes à imputer après vérification les comptables centralisateurs
		4661 Tiers créditeurs divers-Excédents de versement			
		4663 Tiers créditeurs divers-Consignations et retenues pour compte de tiers			
		4665 Tiers créditeurs divers-Cautionnement des comptables publics			
		4666 Tiers créditeurs divers-Rémunération accessoires de certains agents de l'Etat en instance de réparation			
		4668 Tiers créditeurs divers-Produits à reverser aux administrations territoriales			

Ligne TOFE Dépenses	Ligne TOFE Recettes	
		477 Imputation provisoire de recettes chez les comptables non centralisateurs
		4771 Comptables sur le Territoire national
		4772 Comptables à l'étranger
		478 Imputation provisoire de recettes chez les receveurs des Administrations financières
		4781 Receveurs des Impôts
		4782 Receveurs l'Enregistrement
		4783 Receveurs des Domaines
		4784 Receveurs des Douanes
		479 Bons du Trésor à moins d'un an
		4791 Bons du Trésor sur formule à moins d'un an
		4792 Bons du Trésor en comptes courant à moins d'un an
		4799 Autres bons du Trésor.
		48 COMPTES DE REGULARISATIONS
		481 Charges et produits à imputer aux exercices suivants
		4811 Charges comptabilisées d'avance
		4812 Produits à recevoir
		482 Ecart de conversion-Actif
		4821 Diminution des créances
		4822 Augmentation des dettes
		483 Dépense des réglées dans la gestion suivante
		4831 Dépenses des réglées dans la gestion suivante : Budget général
		4832 Dépenses imputables aux budgets de l'année suivante : comptes spéciaux du Trésor
		4833 Dépenses imputables aux budgets de l'année suivante : Budgets annexes
		485 Impôts et taxes à répartir sur plusieurs exercices
		4851 Impôts et taxes à répartir sur plusieurs exercices : recettes fiscales
		4852 Impôts et taxes à répartir sur plusieurs exercices : recettes non fiscales
		4853 Impôts et taxes à répartir sur plusieurs exercices : produits exceptionnels
		486 Impôts et taxes encaissés pour le compte de la gestion suivante
		4861 Produits encaissés pour le compte de la gestion suivante : recettes fiscales

Ligne TOFE Dépenses	Ligne TOFE Recettes	
		4862 Produits encaissés pour le compte de la gestion suivante : recettes non fiscales
		4863 Produits encaissés pour le compte de la gestion suivante : produits exceptionnels
		487 Ecart de conversion-Passif
		4871 Augmentation des créances
		4872 Diminution des dettes
		49 DEPRECIATIONS ET RISQUES PROVISIONNES
		490 Dépréciation des comptes de fournisseurs
		491 Provisions pour dépréciation des comptes clients et redevables
		4911 Provisions pour dépréciation des comptes clients
		4912 Provisions pour dépréciation des comptes redevables
		4919 Créances douteuses
		493 Risques provisionnés
		4931 Risque provisionnés sur opérations d'exploitation

CLASSE 5. - COMPTES DE TRESORERIE

Ligne TOFE Dépenses	Ligne TOFE Recettes	
		CLASSE 5
		COMPTES DE TRESORERIE
		50 TITRES DE PLACEMENT
		51 BANQUES, ETABLISSEMENTS FINANCIERS ET ASSIMILES
		53 CAISSE
		58 MOUVEMENT DE FONDS
		50 TITRES DE PLACEMENT
		501 Titres de placement à l'intérieur
		5011 Actions à l'intérieur
		5013 Obligations à l'intérieur
		502 Titres de placement à l'extérieur
		5021 Actions à l'extérieur
		5022 Obligations à l'extérieur
		51 BANQUE ETABLISSEMENTS FINANCIERS ET ASSIMILES
		511 Effets à recevoir et engagements cautionnés

Ligne TOFE Dépenses	Ligne TOFE Recettes	
		5111 traites et valeurs mobilisables
		5113 Chèques à l'encaissement
		512 Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
		5121 Compte courant des comptables principaux du Trésor
		5122 Compte courant des receveurs principaux des impôts
		5123 Compte courant des receveurs principaux des douanes
		5124 Compte courant des Etablissements Publics Nationaux
		5125 Compte courant d'autres unités institutionnelles
		513 Compte courant postal
		515 Autres banques
		5152 Compte courant des comptables du Trésor dans les banques commerciales
		517 Facilités élargies FMI
		53 CAISSE
		531 Numéraires chez les comptables
		5311 Numéraires chez les comptables centralisateurs
		5312 Numéraires chez les comptables non centralisateurs
		5313 Numéraires chez les comptables des impôts
		5314 Numéraires chez les comptables des douanes
		58 MOUVEMENT DE FONDS
		581 Mouvements de fonds chez les comptables
		5811 Mouvements de fonds chez les comptables centralisateurs du Trésor
		5812 Mouvements de fonds chez les comptables non centralisateurs du Trésor
		582 Mouvement de fonds chez les comptables des impôts
		5821 Mouvement de fonds chez les comptables des impôts
		583 Mouvement de fonds chez les comptables des douanes
		5831 Mouvement de fonds chez les comptables des douanes

CLASSE 6. - COMPTES DE CHARGES

Ligne TOFE Dépenses	Ligne TOFE Recettes	
		CLASSE 6
		COMPTES DE CHARGES
		60 ACHATS DE BIENS
		61 ACQUISITION DE SERVICES
		62 AUTRES SERVICES
		63 SUBVENTIONS
		64 TRANSFERTS
		65 CHARGES D'EXCEPTIONNELLES
		66 CHARGES DE PERSONNEL
		67 INTERETS ET FRAIS FINANCIERS
		68 DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS
		69 DOTATIONS AUX PROVISIONS
		60 ACHATS DE BIENS
		601 Matières, matériel et fournitures
		603 Variations des stocks de biens tangibles achetés
		605 Eau, électricité, gaz et autres sources d'énergie
		606 Matériel et fournitures spécifiques
		609 Autres achats de biens
		61 ACQUISITIONS DE SERVICES
		611 Frais de transports et de mission
		612 Loyer et charges locatives
		614 Entretien et maintenance
		615 Assurances
		617 Frais de relations publiques
		618 Dépenses de communications
		62 AUTRES SERVICES
		621 Frais bancaires
		622 Prestations de services
		623 Frais de formation du personnel
		624 Redevances pour brevet, licences et logiciels
		629 Autres acquisitions de services
		63 SUBVENTIONS
		632 Subventions aux entreprises publiques
		633 Subventions aux entreprises privées
		634 Subventions aux institutions financières
		639 Subventions à d'autres catégories de bénéficiaires

Ligne TOFE Dépenses	Ligne TOFE Recettes		CLASSE 7. - COMPTES DE PRODUITS		
Ligne TOFE Dépenses	Ligne TOFE Recettes		Ligne TOFE Dépenses	Ligne TOFE Recettes	
		64 TRANSFERTS			CLASSE 7
		641 Transferts aux établissements publics nationaux			COMPTES DE PRODUITS
		642 Transferts aux collectivités locales			70 VENTES DE PRODUITS ET SERVICES
		643 Transferts aux autres administrations publiques			71 RECETTES FISCALES
		644 Transferts aux institutions à buts non lucratif			72 RECETTES NON FISCALES
		645 Transferts aux ménages			73 TRANSFERTS RECUS D'AUTRES BUDGET
		646 Transferts aux autorités supranationales et contributions aux organisations internationales			74 DONS PROGRAMMES ET LEGS
		647 Transferts aux à d'autres budgets			75 PRODUITS EXCEPTIONNELS
		648 Pensions de retraites des fonctionnaires et autres agents de l'Etat			77 PRODUITS FINANCIERS
		649 Autres transferts			78 TRANSFERTS DE CHARGES
		65 CHARGES EXCEPTIONNELLES			79 REPRISES SUR PROVISIONS
		651 Annulations de produits constatés au cours des années antérieures			70 VENTES DE PRODUITS ET SERVICES
		652 Condamnations et transactions			701 Ventes de produits
		654 Valeurs comptables des immobilisations cédées, mises au rebut ou admises en non valeur			702 Ventes de prestations de services
		659 Autres charges exceptionnelles			703 Variation de stocks de produits
		66 CHARGES PERSONNELS			71 RECETTES FISCALES
		661 Traitements et salaires en espèces			711 Impôts sur les revenus, les bénéfices et les gains en capital
		663 primes et indemnités			712 Impôts sur les salaires versés et autres rémunérations
		664 Cotisations sociales			713 Impôts sur le patrimoine
		665 Avantages en nature au personnel			714 Autres impôts directs
		666 Prestations sociales			715 Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services
		669 Autres dépenses de personnel			716 Droits de timbre et d'enregistrement
		67 INTERETS ET FRAIS FINANCIERS			717 Droits et taxes à l'importation
		671 Intérêts et frais financiers sur la dette			718 Droits et taxes à l'exportation
		672 Pertes sur cessions de titres de placement			719 Autres recettes fiscales
		676 Pertes de changes			72 RECETTES NON FISCALES
		679 Autres intérêts et frais bancaires			721 Revenus de l'entreprise et du domaine
		68 DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS			722 Droits et frais administratifs
		681 Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles			723 Amendes et condamnations pécuniaires
		682 Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles			725 Cotisations de sécurité sociale
		69 DOTATIONS AUX PROVISIONS			729 Autres recettes non fiscales
		691 Dotations aux provisions pour dépréciation			73 TRANSFERTS RECUS D'AUTRES BUDGETS
		692 Dotations aux provisions à caractère financier			731 Transferts reçus du budget général
					732 Transferts reçus des budgets annexes et des comptes spéciaux du Trésor

Ligne TOFE Dépenses	Ligne TOFE Recettes	
		74 DONNS PROGRAMME ET LEGS
		741 Dons des institutions internationales
		742 Dons des gouvernements étrangers
		743 Dons des organismes privés extérieurs
		744 Dons intérieurs
		745 Fonds de concours
		749 Autres dons et legs
		75 RECETTES EXCEPTIONNELLES
		751 Remises et annulations de dettes
		752 Restitutions au Trésor de sommes indûment payées
		754 Cessions d'immobilisations
		759 Autres recettes exceptionnelles
		77 PRODUITS FINANCIERS
		771 Intérêts des prêts
		772 Intérêts sur les dépôts à terme
		774 Revenus des titres de placements
		776 Gains de change
		78 TRANSFERT DE CHARGES
		781 Transferts de charges courantes
		782 Transferts de charges financières
		79 REPRISES SUR PROVISIONS
		791 Reprises sur provisions à caractère financier
		792 Reprises sur provisions pour dépréciation

CLASSE 8. - ENGAGEMENTS HORS BILAN

Ligne TOFE Dépenses	Ligne TOFE Recettes	
		CLASSE 8
		ENGAGEMENTS HORS BILAN
		80 ENGAGEMENTS OBTENUS OU ACCORDES PAR L'ETAT
		81 CONTREPARTIE DES ENGAGEMENTS DE L'ETAT
		80 ENGAGEMENTS OBTENUS OU ACCORDES PAR L'ETAT
		801 Engagements obtenus par l'Etat
		8011 Emprunts obtenus par l'Etat
		8012 Dons obtenus par l'Etat
		805 Engagements accordés par l'Etat
		8051 Prêts accordés par l'Etat et dette avalisée
		8052 Dons accordés par l'Etat
		81 CONTREPARTIE DES ENGAGEMENTS DE L'ETAT
		811 Contrepartie des engagements obtenus par l'Etat
		8111 Contrepartie des emprunts obtenus par l'Etat
		8112 Contrepartie des dons obtenus par l'Etat
		815 Contrepartie des engagements accordés par l'Etat
		8151 Contrepartie des prêts accordés par l'Etat et dette avalisée
		8152 Contrepartie des dons accordés par l'Etat

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES

(L'Administration n'entend nullement être responsable de la teneur des annonces ou avis publiés sous cette rubrique par les particuliers)

M^e Ndoumbé Wane,
avocat à la Cour,
Sacré Coeur Immeuble Birima
2^{ème} étage - Appart. gauche - Dakar

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 14156 au nom de Monsieur Mamabaye Fall. 2-2

Etude de M^e Macodou Ndour,
avocat à la Cour,
Point E 48 (ex Rue G) angle Rue de Kolda
B.P. 14 373 - Dakar Peytavin

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 7545-GRD (ex 9359-DG) en cours de transfert au livre foncier de Grand-Dakar et appartenant à la Société immobilière. 2-2

Office Notarial M^e Amadou Moustapha Ndiaye,
Aïda Diawara Diagne et Mahamadou Maciré Diallo,
notaires associés

83. Boulevard de la République
Immeuble Horizons - 2^{ème} étage - Dakar

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte de la copie originale du titre foncier n° 13.478-NGA. appartenant à Monsieur Henri Clerici, Pâtissier Confiseur à Dakar, né à Apt (Vaucluse), le 12 décembre 1905. 2-2

SCP M^e BA et TANDIAN
avocats à la Cour
20. avenue des Jambaar - Dakar

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 15.905/DG en cours de transfert au Livre foncier de Grand Dakar appartenant à Mamadou Moustapha Ndaw. 2-2

Etude de M^e Daniel-Sédar Senghor
et Jean Paul Sarr, notaires associés
13 - 15 Rue Colbert - Dakar

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte de la copie originale du titre foncier n° 13.363-DG. propriété de Monsieur Alassane Samb. 2-2

ECOBANK-SENEGAL
COMPTE DE RESULTAT
BILAN AU 31 DECEMBRE 2011

(en millions de francs CFA)

CODE POSTE	LIBELLE	MONTANTS NETS		CODE POSTE	LIBELLE	MONTANTS NETS	
		EXERCICE N-1	EXERCICE N			EXERCICE N-1	EXERCICE N
V 61	- PRODUITS DIVERS				PRODUITS ET CHARGES		
R 61	D'EXPLOITATION BANCAIRE	1.659	828		D'EXPLOITATION BANCAIRE		
	- CHARGES DIVERSES			V 01	+ INTERETS ET PRODUITS ASSI.	14.347	14.936
	D'EXPLOITATION BANCAIRE	0	23	V 03	+ Intérêts et produits assimilés sur		
	VENTES, ACHATS				créances interbancaires	148	420
	ET VARIATIONS DE STOCKS			V 04	+ Intérêts et produits assimilés sur		
V 8B	+ Marges commerciales	0	0		créances sur la clientèle	14.135	14.150
V 8C	+ Ventes de marchandises	0	0	V 51	+ Produits et profits sur prêts et titres		
V 8D	+ Variation de stocks de march ...	0	0		subordonnés	0	0
R 8G	- Achats de marchandises	0	0	V 5F	+ Intérêts et produits assimilés sur		
R 8J	- Stocks vendues	0	0		titres d'investissement	0	0
R 8L	- Variations de stocks de march ...	0	0	V 05	+ Autres intérêts et produits assi	64	366
	AUTRES PRODUITS ET			R 01	- INTERETS ET CHARGES ASSI.	3.839	5.108
	CHARGES D'EXPLOITATION			R 03	+ Intérêts et charges assimilés sur		
W 4R	+ PRODUITS GENERAUX				dettes interbancaires	509	633
	D'EXPLOITATION	12	2	R 04	+ Intérêts et charges assimilés sur		
S 01	- FRAIS GENERAUX D'EXPLOI.	11.913	14.491		dettes à l'égard de la clientèle	3.323	4.168
S 02	- Charges de personnel	4.638	5.372	R 4D	+ Intérêts et charges assimilés sur		
S 05	- Autres frais généraux	7.275	9.119		dettes représentées par un titre ...	0	42
X 51	- Reprises d'amortissement et de			R 5Y	+ Charges sur comptes bloqués		
	provisions sur immobilisations ...	1	212		d'actionnaires ou d'associés et sur		
F 51	- Dotations aux amortissements				emprunts et titres émis subordonnés	0	265
	et aux provisions sur immobilisations	1.541	1.763	R 05	+ Autres Intérêts et charges assimilés	7	0
X 6A	+ Solde en bénéfice des corrections			V 5G	+ PRODUITS SUR CREDIT-BAIL		
	de valeur sur créances et du hors bilan	0	0		ET OPERATIONS ASSIMILEES	0	0
F 6A	- Solde en perte des corrections de			R 5F	- CHARGES SUR CREDIT-BAIL		
	valeur sur créances et du hors bilan	855	1.316		ET OPERATIONS ASSIMILEES	0	1
X 01	+ Excédent des reprises sur les			V 06	+ COMMISSIONS	4.933	8.070
	dotations du fonds pour risques	0	0	R 06	- COMMISSIONS	439	144
	bancaires généraux			V 4A	+ PRODUITS SUR OPERATIONS		
F 01	+ Excédent des dotations sur les				FINANCIERES	11.108	36.650
	reprises du fonds pour risques	0	0	V 4C	+ Produits sur titres de placement	442	2.008
	bancaires généraux			V 4Z	+ Dividendes et produits assimilés	0	0
	PRODUITS ET CHARGES			V 6A	+ Produits sur opérations de change	9.576	34.629
	EXCEPTIONNELS			V 6F	+ Produits sur opérations de hors bilan	1.090	13
X 80	- Produits exceptionnels	20	25	R 4A	- CHARGES SUR OPERATIONS		
F 80	- Charges exceptionnelles	171	227		FINANCIERES	6.788	30.959
	PROFITS ET PERTES/EXERCICES			R 4C	- Charges sur titres de placement		
	ANTERIEURS			R 6A	- Charges sur opérations de change	6.788	30.959
X 81	+ Profits sur exercices antérieurs	0	0	R 6F	- Charges sur opérations de hors bilan	0	0
F 81	- Pertes sur exercices antérieurs	3	2				
F 82	- INTÉRÊT SUR SOLDE EN BÉNÉFICE ...	1.512	1.278				
RES	RESULTAT	5.019	5.411				

ECOBANK-SENEGAL
COMPTE DE RESULTAT
BILAN AU 31 DECEMBRE 2011 (en millions de francs C'FA)

CODES POSTE	LIBELLE	MONTANTS NETS		CODES POSTES	LIBELLE	MONTANTS NETS	
		EXERCICE N-1	EXERCICE N			EXERCICE N-1	EXERCICE N
R 01	INTERETS ET CHARGES ASSI.	3.839	5.108	V 01	INTERETS ET PRODUITS ASSI.	14.347	14.936
R 03	- Intérêts et charges assimilées sur dettes interbancaires	509	633	V 03	- Intérêts et produits assimilés sur créances interbancaires	148	420
R 04	- Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard de la clientèle	3.323	4.168	V 04	- Intérêts et produits assimilés sur créances sur la clientèle	14.135	14.150
R 4D	- Intérêts et charges assimilées sur dettes représentées par un titre ...	0	42	V 51	- Intérêts et produits assimilés sur titres d'investissement	0	0
R 5Y	- Charges sur comptes bloqués d'actionnaires ou d'associés et sur emprunts et titres émis subordonnés.	0	265	V 5F	- Intérêts et produits assimilés sur titres subordonnés	0	0
R 05	- Autres intérêts et charges assim.	7	0	V 05	- Autres intérêts et produits assi.	64	366
R 5E	CHARGES SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	0	1	V 5G	PRODUITS SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	0	0
R 06	COMMISSIONS	439	144				
R 4A	CHARGES SUR OPERATIONS FINANCIERES	6.788	30.959	V 06	COMMISSIONS	4.933	8.070
R 4C	- Charges sur titres de placement	0	0	V 4A	PRODUITS SUR OPERATIONS FINANCIERES	11.108	36.650
R 6A	- Charges sur opérations de change	6.788	30.959	V 4C	- Produits sur titres de placement	442	2.008
R 6F	- Charges sur opéra. de hors bilan	0	0	V 4Z	- Dividendes et produits assimilés	24	21
R 6U	CHARGES DIVERSES D'EXPLOIT. BANCAIRE	0	23	V 6A	- Produits sur opérations de change	9.576	34.629
R 8G	ACHATS DE MARCHANDISES	0	0	V 6F	- Produits sur opérations de hors bilan	1.090	13
R 8J	STOCKS VENDUS	0	0	V 6I	PRODUITS DIVERS D'EXPLOIT. BANCAIRE	1.659	828
R 8L	VARIATIONS DE STOCKS DE MARCHANDISES	0	0	V 6D	MARGES COMMERCIALES ..	0	0
S 01	FRAIS GENERAUX D'EXPLOIT.	11.913	14.491	V 8C	VENTES DE MARCHANDISES	0	0
S 02	- Frais de personnel	4.638	5.372	V 8D	VARIATION DE STOCKS DE MARCHANDISES	0	0
S 05	- Autres frais généraux	7.275	9.119				
I 51	DOTATIONS AUX AMORTIS ET AUX PROVISIONS SUR	1.541	1.763	W 4R	PRODUITS GENERAUX D'EXPLOITATION	12	2
I 6A	IMMOBILISATIONS			X 51	REPRISES D'AMORTISSEMENTS ET DE PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	1	212
	SOLDE EN PERTE DES CORRECTIONS DE VALEUR ..			X 6A	SOLDE EN BENEFICE DES CORRECT. DE VALEUR SUR CREA. ET DU HORS BILAN	0	0
T 01	EXCEDENT DES DOTATIONS SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX	0	0	X 01	EXCEDENT DES REPRISES SUR LES DOTATIONS DU FONDS POUR RISQUES BANC. GENER	0	0
T 80	CHARGES EXCEPTIONNELLES	171	227	X 80	PRODUITS EXCEPTIONNELS	20	25
T 81	PERTES SUR EXERCICES ANTERIEURS	3	2	X 81	PROFITS SUR EXERCICES ANTERIEURS	0	0
T 82	IMPOT SUR LE BENEFICE	1.512	1.278	X 83	PERTE DE L'EXERCICE	0	0
T 83	BENEFICE DE L'EXERCICE ...	5.019	5.411				
T 85	TOTAL	32.080	60.723	X 85	TOTAL	32.080	60.723

ECOBANK-SENEGAL **COMPTE DE RESULTAT** **BILAN AU 31 DECEMBRE 2011**

(en millions de francs C'FA)

CODES POSTES	LIBELLE	MONTANTS NETS		CODES POSTES	LIBELLE	MONTANTS NETS	
		EXERCICE N-1	EXERCICE N			EXERCICE N-1	EXERCICE N
A 10	CAISSE	8.556	9.703	F 02	DETTES INTERBANCAIRES	29.529	59.213
A 02	CREANCES INTERBANCAIRES	92.677	85.451	F 03	- A vue	14.453	36.160
A 03	- A vue	68.799	76.260	F 05	- Trésor public, CCP	0	0
A 04	- Banques centrales	53.830	43.656	F 07	- Autres établissements de crédit	14.453	36.160
A 05	- Trésor public, CCP	325	717	F 08	- A terme	15.076	23.053
A 07	- Autres établissements de crédit	14.644	31.887	G 02	DETTES A L'EGARD DE LA CLIENTELE	247.258	254.214
A 08	- A terme	23.878	9.191	G 03	- Comptes d'épargne à vue	27.200	29.539
B 02	CREANCES SUR LA CLIENTELE	168.829	184.952	G 04	- Comptes d'épargne à terme	0	0
B 10	- Portefeuille d'effets commerciaux	8.368	14.932	G 05	- Bons de caisse	789	115
B 11	- Crédits de campagne			G 06	- Autres dettes à vue	126.111	144.190
B 12	- Crédits ordinaires	8.368	14.932	G 07	- Autres dettes à termes	93.158	80.370
B 2A	- Autres concours à la clientèle	142.987	156.773	H 30	DETTES REPRES. PAR UN TITRE	1.667	0
B 2C	- Crédits de campagne	2	178	H 35	AUTRES PASSIFS	2.508	4.109
B 2G	- Crédits ordinaires	142.985	156.595	H 6A	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	12.250	7.039
B 2N	- Comptes ordinaires débiteurs	17.474	13.247	L 20	Fonds affectés		
B 50	- Affacturage	0	0	L 30	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	2	3
C 10	TITRES DE PLACEMENT	18.144	32.248	L 35	PROVISIONS REGLEMENTEES	0	0
D 1A	IMMOBILISA. FINANCIERES	508	383	L 41	EMPRUNTS ET TITRES EMIS SUBORDONNES	1.022	7.942
D 50	CREDIT-BAI. ET OPERATIONS ASSIMILEES	0	0	L 10	SUBVENTIONS D'INVESTIS.	0	0
D 20	IMMOBIL. INCORPORELLES	89	1.288	L 45	FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX	0	0
D 22	IMMOBIL. CORPORELLES	14.557	14.913	L 66	CAPITAL OU DOTATION	10.463	10.463
E 01	ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	0	L 50	PRIMES LIEES AU CAPITAL	252	252
C 20	Autres actifs	3.424	10.609	L 55	RESERVES	3.864	4.617
C 6A	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	7.051	13.716	L 59	ECARTS A REEVALUATION	0	0
				L 70	REPORT A NOUVEAU (+/-)	1	0
				L 80	RESULTAT	5.019	5.411
E 90	TOTAL DE L'ACTIF	313.835	353.263	L 90	TOTAL DU PASSIF	313.835	353.263

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT

N 1A En faveur d'établissements de crédit	0	0
N 1J En faveur de la clientèle	53.518	12.157
ENGAGEMENTS DE GARANTIE		
N 2A D'ordre d'établissements de crédit	383	2.792
N 2J D'ordre de la clientèle	31.909	35.714
N 3A ENGAGEMENTS SUR TITRES	0	0

ENGAGEMENTS RECUS

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT		
N 1H Reçus d'établissements de crédit	0	0
ENGAGEMENTS DE GARANTIE		
N 2H Reçus d'établissements de crédit	42.279	9.310
N 2M Reçus de la clientèle	57.550	47.141
N 3E ENGAGEMENTS SUR TITRES	0	0

RUFISQUE - Imprimerie nationale DL n° 6639
